



Charte d'utilisation des matériels et logiciels non fournis par la Direction Informatique dans le cadre du Système d'Information du CHU de Rennes

Ce document décrit les droits et devoirs des utilisateurs dans le cas de demande d'utilisation de matériels ou de logiciels non fournis par la Direction Informatique dans le cadre du Système d'Information hospitalier du CHU de Rennes.

Dans ce document, on entend par « utilisateur » toute personne utilisant, même de manière temporaire, un équipement ou une application informatique ou de télécommunication sur le système d'information du CHU de Rennes.

Version 1.1



Sommaire

1. Introduction	3
1.1. Objet de la charte	3
1.2. Champ d'application de la charte et définitions	3
2. Les droits et les devoirs de l'utilisateur	4
2.1. Responsabilité de l'utilisateur	4
2.2. Equipements informatiques non fournis par la Direction Informatique	4
2.2.1. Sécurité de l'équipement	4
2.2.2. Intégration avec le Système d'Information Hospitalier	5
2.3. Périphériques non fournis par la Direction Informatique	6
2.4. Composants logiciels non fournis par la Direction Informatique	6
2.5. Droits de l'utilisateur sur les postes de travail	7
2.6. Sécurité des données	8
2.7. Contrôles et suivi des installations	8
2.8. Support et maintenance	8
2.9. Cycle de vie et obsolescence	9



1. INTRODUCTION

1.1. Objet de la charte

Le Système d'Information constitue une ressource stratégique indispensable pour le CHU de Rennes dans la conduite de son activité. Ce Système d'Information étant exposé à de nombreux risques en termes de sécurité (accidents, erreurs, malveillances, etc.), une Politique de Sécurité du Système d'Information (PSSI) a été élaborée pour définir les principes et règles de sécurité, et préciser les rôles et responsabilités de chacun. La présente charte s'inscrit dans le cadre de la PSSI. Elle est de ce fait un document de référence pour l'ensemble des entités du CHU de Rennes.

Dans cet objectif, la présente charte précise les règles et précautions que les utilisateurs se doivent de respecter afin de garantir un usage fiable et sécurisé des ressources du Système d'Information.

Elle s'applique à tous les éléments du Système d'Information non fournis par la Direction Informatique du CHU (matériels fixes ou nomades, logiciels, systèmes de communication en interne ou en externe, etc.), pour lesquels la Direction Informatique a adopté des règles d'installation et de suivi des équipements.

L'utilisation de matériels ou logiciels non fournis par la Direction Informatique dans le cadre du Système d'information du CHU nécessite l'acceptation de la présente charte.

1.2. Champ d'application de la charte et définitions

La connexion au réseau du CHU d'équipements informatiques ou l'adjonction sur les équipements du CHU de périphériques ou de logiciels non fournis par la Direction Informatique est admise dès lors qu'ils sont utilisés pour des missions de soins, d'enseignement et de recherche et que leur installation ne déroge pas aux règles générales décrites dans la Politique de Sécurité du Système d'Information. Elles se traduisent par différentes contraintes et obligations présentées dans ce document.

Sont concernés les matériels (micro-ordinateur, imprimante, scanner, ...) et les logiciels :

- acquis sur des crédits non hospitaliers (de service, université, ...) ;
- acquis sur des budgets CHU hors Direction Informatique : équipements biomédicaux, systèmes de maintenance, imprimantes, ... ;
- ainsi que tout matériel ou logiciel en prêt ou en test.



2. LES DROITS ET LES DEVOIRS DE L'UTILISATEUR

2.1. Responsabilité de l'utilisateur

Chaque utilisateur s'engage à respecter les règles de sécurité définies par le CHU, incluant les règles dictées dans la Charte informatique et relatives à l'usage du Système d'Information de l'établissement (poste de travail, internet, messagerie, etc.), ainsi que la Charte d'administration du SI lorsqu'elle est applicable dans le cadre de sa mission.

L'utilisateur doit transmettre sa demande d'utilisation du matériel ou logiciel sur le Système d'information du CHU à la Direction Informatique en contactant le centre d'appel informatique puis en utilisant le formulaire prévu à cet effet. Il doit notamment clairement indiquer si le matériel/logiciel qu'il souhaite installer est utilisé dans le cadre d'une activité critique. Le délai de réponse est fixé dans le processus de gestion des demandes accompagnant cette charte.

Il est recommandé que la demande soit transmise en préalable à l'acquisition. Dans ce cas, la Direction Informatique peut apporter son expertise dans le choix de la configuration voire du type de matériel. Le cas échéant, la Direction Informatique peut proposer que l'acquisition prévue soit prise en charge par le CHU, avec transfert des crédits correspondants.

La Direction utilisatrice ou la Direction du CHU ayant fait l'acquisition du matériel ou du logiciel reste propriétaire de ce dernier.

2.2. Equipements informatiques non fournis par la Direction Informatique

Est appelé « équipement informatique » ou « équipement » dans la suite du document tout ordinateur ou système disposant d'une interface réseau de type IP.

Toute demande concernant un équipement informatique doit être accompagnée de la fiche de renseignements complétée à l'aide du formulaire en ligne.

Si la Direction Informatique en fait la demande, le formulaire de vérification de conformité technique aux standards informatique du CHU devra également être complété.

2.2.1. Sécurité de l'équipement

La connexion et l'utilisation d'un équipement informatique sur le réseau du CHU (poste de travail Windows fixe ou portable, équipement biomédical, serveur, boîtiers connectés au réseau...) doit impérativement se faire en accord avec la Direction Informatique.

Tout équipement informatique connecté au Système d'information doit faire l'objet d'une procédure de mise à jour régulière de son système d'exploitation afin d'y apporter les correctifs de sécurité inhérents à tout composant informatique. Si celui-ci dispose d'un système d'exploitation pris en charge par la Direction Informatique, il peut être intégré aux procédures de mises à jour automatiques. Dans le cas contraire, l'utilisateur est seul responsable du maintien du niveau de sécurité de l'équipement et doit, à ce titre, organiser et planifier les mises à jour.



La Direction Informatique peut procéder à des analyses du niveau de sécurité de chaque équipement connecté au Système d'information et se réserve le droit d'isoler ou de déconnecter tout équipement qui ne serait pas jugé suffisamment à jour en matière de correctifs de sécurité.

Tout équipement informatique doit être équipé de mécanismes fournis ou validés par la Direction Informatique permettant sa protection contre les codes malveillants (antivirus par exemple). Celui-ci peut être fourni par la Direction Informatique et intégré aux procédures de mises à jour automatiques des bases antivirales.

Si un équipement n'est pas soumis à une politique de mise à jour régulière ou ne dispose pas de mécanisme de protection contre les codes malveillants, il ne peut disposer que d'un accès partiel au Système d'information du CHU et ses communications sont analysées et filtrées.

L'équipement doit respecter les règles ci-dessous sauf si une dérogation est accordée dans le cadre de la mission pour laquelle il est installé :

- L'utilisation de l'équipement informatique pour naviguer sur Internet n'est pas autorisée
- L'utilisateur n'est pas administrateur de l'équipement ;
- La fourniture du système d'exploitation, des logiciels bureautiques ou additionnels et des licences d'exploitation est assurée par l'utilisateur.

Pour supprimer tout risque d'intrusion sur le réseau du CHU, l'accès distant à un équipement pour des besoins de télémaintenance ou d'échanges de données est exclusivement assuré par les services proposés par la Direction Informatique. En particulier, l'utilisation d'un modem ou d'une liaison internet directe sur un équipement connecté au Système d'information du CHU est strictement interdite.

2.2.2. Intégration avec le Système d'Information Hospitalier

Si l'utilisation de l'équipement requiert des échanges ou une intégration avec le Système d'Information Hospitalier dans le cadre de la mission pour laquelle il est installé, la Direction Informatique doit en assurer la mise en œuvre :

- Fourniture de logiciels de protection (antivirus) ;
- Intégration dans les processus de mises à jour automatique ;
- Création d'un compte de service ;
- Création d'une boîte de messagerie électronique ;
- Accès à un espace ou un partage réseau ;
- Accès à Internet.

L'équipement doit alors être configuré :

- dans les locaux de la Direction Informatique après mise à disposition du matériel en cas d'installation unitaire ;
- à distance en cas d'installation mineure ;
- sur site en cas d'impossibilité de déplacer les équipements.

L'opération est effectuée dans les meilleurs délais. Néanmoins l'installation des équipements acquis par le CHU reste prioritaire.



La Direction Informatique met à disposition l'infrastructure réseau permettant d'assurer la connexion au Système d'information. Cette infrastructure dispose de mécanismes de contrôle d'accès qui peuvent nécessiter l'enregistrement de l'adresse MAC de l'équipement sur le réseau. Celle-ci doit être fournie par l'utilisateur qui peut se faire aider par le centre d'appel informatique.

L'équipement est référencé dans la base de données du parc informatique avec une identification faisant apparaître qu'il n'est pas propriété de la Direction Informatique.

2.3. Périphériques non fournis par la Direction Informatique

Est appelé « périphérique » dans la suite du document tout système connecté de façon permanente à un poste de travail par les interfaces de type USB, série, etc.

Toute demande concernant un périphérique doit être accompagnée de la fiche de renseignements complétée à l'aide du formulaire en ligne.

Si la Direction Informatique en fait la demande, le formulaire de vérification de conformité technique aux standards informatique du CHU devra également être complété.

L'installation d'un périphérique sur un poste de travail du CHU doit se faire impérativement avec l'accord de la Direction Informatique.

La fourniture des câbles (USB, série, etc) et les pilotes (drivers) est assurée par l'utilisateur. L'utilisateur doit s'assurer au préalable que le périphérique et les pilotes associés sont compatibles avec le système d'exploitation du poste de travail.

Les éventuels consommables utilisés par le périphérique installé sont gérés et financés par l'utilisateur ou la Direction qui en a fait l'acquisition. Par exemple les cartouches d'encre et toner des imprimantes. En aucun cas, la Direction Informatique ne peut être sollicitée pour la fourniture des consommables.

2.4. Composants logiciels non fournis par la Direction Informatique

Est appelé « composant logiciel » dans la suite du document tout élément installé sur un poste de travail par un fichier exécutable ou toute autre procédure qui modifie le paramétrage du poste. Par exemple : un logiciel fourni par un éditeur, un outil nécessitant une installation, un pilote de périphérique, etc.

Toute demande concernant un composant logiciel doit être accompagnée de la fiche de renseignements complétée à l'aide du formulaire en ligne.

Si la Direction Informatique en fait la demande, le formulaire de vérification de conformité technique aux standards informatique du CHU devra également être complété.

Pour l'installation d'un composant logiciel soumis à licence, la preuve que l'utilisateur possède sa propre licence est exigée, ceci afin d'être en conformité avec la réglementation.



Toute utilisation frauduleuse liée à la copie d'un logiciel est de la responsabilité de l'utilisateur qui a fait la demande d'installation.

L'utilisateur doit s'assurer avant toute installation de la compatibilité du composant logiciel avec le système d'exploitation du poste de travail.

Si la Direction informatique en fait la demande, l'utilisateur doit fournir la documentation du composant logiciel.

L'utilisateur doit s'assurer, au préalable, qu'il dispose d'une assistance logicielle auprès de l'éditeur. La Direction Informatique n'assure pas l'assistance à l'installation ou à l'utilisation du composant logiciel.

La Direction Informatique se réserve le droit de désinstaller le composant logiciel en cas de dysfonctionnement ou de perturbation du poste de travail ou de tout autre élément du Système d'Information Hospitalier (applications, charge réseau, etc).

2.5. Droits de l'utilisateur sur les postes de travail

L'utilisateur ne dispose pas des droits en administrateur sur les postes de travail. Il ne peut donc pas installer de composant logiciel sans en faire la demande explicite au centre d'appel informatique.

Les droits d'administration sont accordés à l'utilisateur pour l'installation d'un composant logiciel lorsque les éléments suivants sont fournis :

- Identification du composant logiciel et description de l'usage qui en est fait ;
- Description des échanges avec le Système d'Information ou avec Internet ;
- Version du composant logiciel installée ;
- Identification des postes de travail concernés par l'installation ;
- Date et heure de l'installation.

L'utilisateur procède exclusivement à l'installation du composant logiciel pour lequel il a fait la demande de droits d'administration.

Les droits d'administration sont temporaires pour permettre à l'utilisateur de procéder à l'installation. Ils ne peuvent en aucun cas être conservés.

Si l'utilisation d'un composant logiciel nécessite une modification permanente des droits de l'utilisateur ou une modification du paramétrage sur le poste de travail, la Direction Informatique ne procède à cette modification qu'après analyse de l'impact sur la sécurité du poste et sur sa maintenance en regard de la Politique de Sécurité du Système d'Information et des procédures de gestion de parc. Si la modification n'est pas validée, le composant logiciel doit être désinstallé.

Chaque utilisateur est responsable de toute action faite à partir de son compte utilisateur, attribué nominativement, ainsi que de tout autre compte partagé dont il aurait connaissance lorsqu'il en fait usage.



2.6. Sécurité des données

La sauvegarde des données liées à l'utilisation de l'équipement, du périphérique ou du composant logiciel sont sous la responsabilité de l'utilisateur ou la Direction qui en est propriétaire.

Seules les données des partages réseaux et bureautiques du CHU sont sauvegardées automatiquement.

L'utilisateur doit s'assurer de la confidentialité des données liées à l'utilisation de l'équipement, du périphérique ou du composant logiciel, dans le respect de la Charte informatique et de la Charte d'administration du SI lorsqu'elle est applicable.

Tout traitement automatisé d'informations nominatives doit, avant sa mise en œuvre, être déclaré ou soumis à l'avis de la CNIL.

2.7. Contrôles et suivi des installations

La Direction Informatique peut être amené à procéder à un contrôle de conformité de l'équipement, du périphérique ou du composant logiciel après son installation.

Ce contrôle peut inclure tout type d'actions, telles que des analyses de conformité à la présente charte, des tests de sécurité, des audits de code ou de configuration, etc.

Suite à un contrôle, la Direction Informatique peut procéder à la désinstallation de tout équipement, périphérique ou composant logiciel jugé non conforme à la charte ou qui n'aurait pas été déclaré avant son installation.

En particulier, un équipement, un périphérique ou un composant logiciel détecté sans qu'aucune demande n'ait été faite à la Direction Informatique sera désinstallé.

2.8. Support et maintenance

La maintenance de l'équipement, du périphérique ou du composant logiciel est assurée par l'utilisateur ou la Direction qui en est propriétaire. L'utilisateur doit donc prendre les dispositions nécessaires pour :

- que l'équipement dispose d'une garantie et d'une maintenance auprès du fournisseur
- assurer la sauvegarde des données ou du système mis en œuvre si nécessaire

La Direction Informatique ne peut être sollicitée qu'en cas de dysfonctionnement des services mis en œuvre dans le cadre de l'intégration avec le Système d'information du CHU de Rennes. Toutefois elle peut apporter son concours à l'établissement d'un diagnostic ou à la résolution de panne, sans s'engager sur le délai.

En particulier, dans le cas de la réinstallation complète d'une solution pour résoudre un dysfonctionnement, la Direction Informatique pourra être sollicitée pour rétablir l'intégration avec le Système d'Information du CHU de Rennes. Dans ce cas, l'intervention se fera dans le meilleur délai au regard de ses propres contraintes opérationnelles.

Si l'équipement, le périphérique ou le composant logiciel est utilisé dans le cadre d'une activité critique, il est de la responsabilité de l'utilisateur de prévoir une solution de secours



ou une solution dégradée ainsi qu'une sauvegarde. Une justification de maintenance peut être exigée avant toute installation.

Dans le cas où l'équipement ou le périphérique vient en remplacement d'un matériel appartenant à la Direction Informatique, la réaffectation du matériel rendu disponible est de la responsabilité de la Direction Informatique. Le matériel remplacé ne peut en aucun cas être considéré comme affecté de droit au service.

2.9. Cycle de vie et obsolescence

Il appartient à l'utilisateur ou à la Direction à laquelle il appartient de procéder au suivi, au financement et à l'installation des mises à jour de l'équipement, du périphérique ou du composant logiciel conformément aux recommandations de son fournisseur et de la Direction Informatique afin de s'assurer du maintien du niveau de sécurité initial.

Il appartient à l'utilisateur ou à la Direction à laquelle il appartient de gérer la fin de vie et l'obsolescence de l'équipement, du périphérique ou du composant logiciel et d'en financer la réparation et le renouvellement.

En cas de d'incompatibilité avec l'évolution des systèmes d'exploitations ou nouvelles technologies retenues par la Direction Informatique, il appartient à l'utilisateur de prévoir l'évolution de l'équipement, du périphérique ou du composant logiciel et de ses composants (pilotes, interface cliente, etc).

L'incompatibilité avec les systèmes d'exploitation et nouvelles technologies retenues par la Direction Informatique ne saurait être un frein à leur déploiement.